

Consultation publique portant sur le projet de déploiement du système de comptage évolué de GrDF

Contribution de la Branche Infrastructures de GDF SUEZ

QUESTIONS RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES DU PROJET DE COMPTAGE EVOLUE

Question 1 : Êtes-vous favorable aux modalités de déploiement envisagées par GrDF dans le scénario de référence (durée, volume etc.) ?

Nous n'avons pas d'observation sur les modalités de déploiement du scénario présenté, autre que de constater qu'une incertitude persiste sur la prise en compte dans les cadres réglementaires futurs des résultats des appels d'offres prévus en 2014 et du pilote prévu à partir de fin 2015.

Question 2 : Quel est votre point de vue sur les besoins de coordination des deux projets de compteurs évolués en gaz et en électricité ?

Le comité ministériel de concertation a adopté une position consensuelle appropriée sur cette question : un partage régulier d'informations permettra de mieux communiquer vers les clients, mais les efforts de coordination ne doivent pas conduire à une dégradation du bilan économique des projets respectifs.

Question 3 : Quel est votre point de vue concernant l'appréciation des gains de MDE liés à la mise en œuvre du système de comptage évolué de GrDF ?

Depuis la première étude du consultant choisi par la CRE, des expérimentations en conditions réelles se sont multipliées et montrent que des résultats significatifs seront atteignables sans nécessiter la souscription d'un service payant par le consommateur.

Ces expérimentations indiquent cependant que des actions de sensibilisation aux éco-gestes des consommateurs sont nécessaires pour atteindre les niveaux de MDE avancés dans ces résultats. La mise en œuvre du plan de communication annoncé par les pouvoirs publics, associant les acteurs concernés, est un élément majeur de la réussite du projet, dont GrDF n'a pas la maîtrise.

Question 4 : *Quel est votre point de vue concernant une condition de résultats des appels d'offres pour mettre en œuvre le déploiement généralisé du système de comptage évolué de GrDF ?*

L'étude de sensibilité montre que les incertitudes liées aux appels d'offres (+20 M€ / -50 M€) sont largement inférieures aux gains liés à la MDE.

Si les ministres prennent une décision de déploiement généralisé en 2013 sous condition des résultats des appels d'offres, la CRE devra en tenir compte dans le cadre réglementaire (coûts échoués, mesures incitatives).

Question 5 : *Quel est votre point de vue sur les opportunités permises par le développement des systèmes de comptage évolué en gaz ?*

Le développement des systèmes de comptage évolués présente des aspects innovants pour la filière gaz naturel. Pour autant leur concrétisation sera le fait d'une multiplicité d'acteurs, qui, chacun pour ce qui le concerne, devront mettre en œuvre les actions adéquates.

Par ailleurs, ces perspectives ne doivent pas occulter les difficultés du déploiement et l'ensemble des risques qu'aura à supporter l'opérateur.

QUESTIONS RELATIVES AU TRAITEMENT TARIFAIRE DU PROJET DE COMPTAGE EVOLUE

Question 6 : *Que pensez-vous de la mise en œuvre d'un cadre de régulation spécifique au projet de comptage évolué de GrDF ?*

Question 7 : *Avez-vous des remarques sur le mécanisme de régulation incitative envisagé par la CRE ?*

Question 8 : *Que pensez-vous des indicateurs de suivi de la performance envisagés par la CRE ?*

Le projet qui nous est présenté est d'une ampleur inhabituelle pour GrDF tant par son montant que par sa durée de déploiement. Nous demandons que la CRE examine un cadre de régulation incitative particulier qui tienne compte de cette complexité et des incertitudes qui l'accompagnent.

Les mesures incitatives ne peuvent porter que sur des postes maîtrisables par l'opérateur et précisément identifiés : ce pourrait être la maîtrise de certaines OPEX ou la concrétisation des gains directs (coûts évités pour les distributeurs) ou encore d'éventuels retards attribuables au pilotage du projet.

En revanche, il convient d'en exclure des impacts subis, comme par exemple :

- la remise en cause des choix français par une réglementation européenne ;
- la défaillance de l'implication des fournisseurs pour des causes externes au projet...

D'autre part, nous attendons des mécanismes de régulation incitative des investissements qu'il soient efficaces, stables et équilibrés. Or les propositions exposées dans la consultation sont trop imprécises pour garantir a priori le respect de ces principes (les seuils ne seront définis qu'ultérieurement et dans le sens des pénalités uniquement) et les résultats de la phase pilote ne sont pas explicitement pris en compte.

En tout état de cause, il est inacceptable d'envisager d'aller jusqu'à un taux inférieur au taux de rémunération de base sans délimiter précisément les coûts dont on veut sanctionner une dérive excessive.

En conséquence, nous n'approuvons pas à ce stade le mécanisme de régulation des investissements tel qu'il est proposé.

Question 9 : Que pensez-vous de la demande de GrDF d'attribution d'une prime de 300 points de base concernant la rémunération des actifs de comptage de son projet ?

Nous sommes favorables à l'attribution d'une prime de 300 points de base pour la rémunération des actifs du projet, dont l'objet serait d'une part la couverture des risques spécifiques par comparaison avec les activités classiques d'acheminement et de comptage, et d'autre part d'encourager la contribution à la maîtrise des consommations finales.

En effet, les technologies de transmission des données entre les compteurs qu'il faut déployer puis exploiter sont radicalement différentes et plus risquées que des chaînes classiques de collecte de données de comptage (planification de circuits de relevés « à pied », contrôle visuel du compteur ...).

Il en est de même des risques liés au système d'information spécifique, dont il est nécessaire de rappeler que la phase de construction de la solution ne doit s'achever qu'avec le pilote.

Par ailleurs, les retombées positives pour la chaîne gazière et pour la maîtrise de la demande d'énergie découlent d'une volonté d'innovation et contribuent à la politique de sobriété énergétique et en cela doivent bénéficier d'une incitation.

En la matière, nous sommes en faveur d'un cadre réglementaire stable qui offre une visibilité au distributeur au delà de la période réglementaire en cours.

Question 10 : Que pensez-vous du traitement tarifaire envisagé par la CRE concernant la couverture des charges d'exploitation supportées par GrDF sur la période tarifaire en cours ?

Nous sommes favorables au traitement tarifaire envisagé par la CRE pour tous les coûts engagés, sans condition sur la décision de déploiement.

Question 11 : Que pensez-vous du traitement tarifaire envisagé par la CRE concernant la couverture des coûts échoués générés par le remplacement des compteurs par anticipation pendant la phase de déploiement ?

Nous sommes favorables à la couverture des coûts échoués sur la base de la valeur nette économique des compteurs déposés avant leur fin de vie.

Ne retenir que la valeur nette comptable, comme le propose la CRE, causerait un préjudice à l'opérateur puisque la rémunération des actifs en service est effectuée avec un taux réel (hors inflation).

Question 12 : Que pensez-vous de la demande de GrDF concernant la réévaluation annuelle de ses actifs de systèmes d'information spécifiques au projet de comptage évolué ?

Les systèmes d'information associés au projet constituent un actif spécifique, associé à une durée de vie économique allongée par rapport aux actifs de systèmes d'information courants.

Dans la mesure où ces actifs ne seront pas rémunérés avec un taux nominal (incluant l'inflation), nous estimons que la CRE doit donner une réponse positive à la demande de GrDF.

QUESTIONS RELATIVES AU LANCEMENT DE LA PHASE DE DEPLOIEMENT GENERALISE DE LA SOLUTION

Question 13 : Etes-vous favorable au lancement du déploiement généralisé du projet de compteurs évolués de GrDF dans les conditions présentées dans ce document ?

Le projet qui nous est présenté est d'une ampleur inhabituelle pour GrDF. Il présente des retombées positives pour la collectivité mais comporte un fort potentiel de risques pour GrDF.

Il est donc indispensable que le cadre réglementaire mis en place, intègre cette spécificité notamment par :

- la prise en compte des risques à travers une majoration adaptée du taux de rémunération
- la mise en place d'une régulation incitative équilibrée et appropriée qui ne s'applique qu'aux charges et délais réellement maîtrisables par l'opérateur

Question 14 : Avez-vous toute autre remarque sur le projet de comptage évolué de GrDF ?

Nous accueillons favorablement la proposition de rémunérer certaines immobilisations en cours du distributeur.

Toutefois, le taux devrait être identique à celui servi aux actifs comparables de la BAR, car tant économiquement que financièrement la rentabilité d'un projet s'évalue à partir des premiers débours et en aucun cas à partir de la mise en service d'une installation.

D'autre part, les immobilisations en cours sont partie intégrante de l'actif économique dont le coût moyen de financement est égal au WACC.